

La piqure de rappel

N°10 - Décembre 2024 - Trimestriel

Edito 

BUDGET : l'autre vision du NFP

Après 7 ans de politique néo-libérale, dont 2 années marquées par des budgets d'austérité imposés par 49-3, les Français-es ont voté en juillet 2024 pour rompre avec le macronisme. En plaçant le Nouveau Front Populaire en tête du second tour des élections législatives, elles et ils ont clairement exigé une autre politique économique, au service de l'intérêt général plutôt que d'une minorité de privilégié-es.

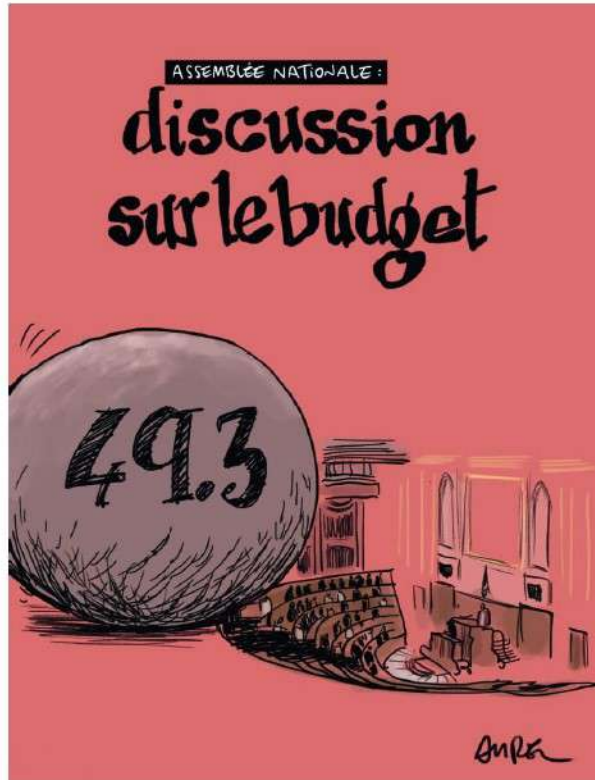
Ce changement radical nécessite de mettre un terme aux cadeaux fiscaux pour les plus riches et les grandes entreprises, que les gouvernements successifs ont présentés comme la solution miracle à tous les problèmes économiques et sociaux du pays. La politique macroniste a pourtant montré sa totale inefficacité selon les critères qu'elle s'est elle-même fixés.

Ce contre-budget constitue à la fois le projet de rupture que les électeur-rices ont demandé et un projet de gouvernement, immédiatement applicable, qui peut se résumer en deux axes :

- Des recettes qui mettent un terme aux privilèges d'une poignée d'ultra-riches et de grandes entreprises et qui rendent notre système fiscal réellement juste et progressif.
- Des dépenses qui permettent de gouverner en fonction des besoins et non des injonctions des marchés financiers et de la Commission européenne : reconstruction de nos services publics, investissements dans la bifurcation écologique et renforcement de notre système social.

L'élaboration du contre-budget s'est appuyé sur les conclusions des "Etats Généraux des Budgets Sacrifiés", organisés par les député-es du groupe LFI-NFP tout au long du mois d'octobre, qui ont permis de donner la parole aux acteur-rices de terrains, victimes des coupes budgétaires de ces dernières années, mais aussi porteur-ses d'alternatives pour nos services publics et notre protection sociale.

Le chiffrage du contre-budget est issu du programme du NFP et des amendements au PLF et au PLFSS adoptés lors des discussions budgétaires, preuve qu'il existe d'ores et déjà une majorité à l'Assemblée nationale pour appliquer une grande part des mesures que nous proposons.



Sommaire

P1 : Edito, Brèves.
P2 et P3 : politique, Monde, actualités, société.
P4 : Energie, Education, Ecologie.

En bref...

Et il n'y a plus d'argent

Le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a passé une commande de 200 missiles pour 900 millions d'euros en janvier 2023. Ils mesurent 4,9m de long, 1,80m de diamètre, pour 430 kg. Ils peuvent atteindre une cible à plus de 100 km/heure, à une vitesse allant jusqu'à 3 700 km/heure (mach 3).

Chers amis agriculteurs

Le 29 octobre 2024, il est 1h du matin, les députés LFI sortent de la commission des finances qui vient d'adopter un budget de 830 millions supplémentaires pour l'agriculture grâce à la mobilisation du Nouveau Front populaire. Le RN / LR / Les Macronistes ont voté contre. Les agricultrices et agriculteurs apprécieront...

Catastrophe écologique

Depuis le 26 octobre 2024, environ 3 tonnes de poissons morts sont retrouvées dans le Loing et ce chiffre ne peut être considéré comme définitif. C'est une véritable catastrophe écologique confirmée le 27 octobre 2024 par la préfecture de Seine-et-Mame, qui diligente une enquête judiciaire sur le sujet. Étonnant, le silence des élus de la communauté de communes de Moret Seine et Loing. Alors enquête oui, mais combien de temps faudra-t-il attendre pour que ceux qui sont à l'origine de cette catastrophe payent à hauteur des dégâts qu'ils ont causés ?

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Marc, Rémi, Guillaume, Benjamin, Collectif Bassée vivante, Gérard (relecture), Marc (maquette).
Pour recevoir La piqure de rappel, pour soutenir ou participer aux actions de La France Insoumise, transmettez votre courriel à : insoumisud77@gmail.com
Page Facebook : [Insoumis Seine et Loing](https://www.facebook.com/Insoumis-Seine-et-Loing)
Instagram : [@lfi_msl](https://www.instagram.com/lfi_msl)

Politique : Les derniers seront les premiers



Notre député LR de la 3ème circonscription de Seine et Marne Jean-Louis THIÉRIOT a été promu, le 30 septembre 2024, ministre délégué auprès du Ministre des Armées et des anciens combattants.

Quels ont été ses résultats électoraux ou ceux de sa famille politique, qui lui ont permis d'obtenir une telle promotion ? Bilan des dernières consultations électorales... Que des échecs successifs !

Elections présidentielles (au premier tour, Seine-et-Marne) : perdues

Année	Parti politique	Résultat en %	Position
2017	LR (Fillon)	20,01 %	3ème position
	LFI (Mélenchon)	19,58 %	4ème position
2022	LFI (Mélenchon)	21,95 %	3ème position
	LR (Pécresse)	4,78 %	5ème position

Elections législatives : pas fameuses

Au premier tour – Circonscription 77-03

Année	Parti politique	Résultat en %
2022 1er tour	LFI (candidat NUPES)	25,27 % ballottage
	REM	15,03 %
	RN	22,69 %
	LR (JL Thieriot)	23,89 % ballottage
2024 1er tour	RN (Davy Brun)	38,13 %
	LR (JL Thieriot)	31,68 %
	LFI (Laura Vallée Hans)	28,40 %

En 2024, la candidate LFI présentée par le NPF totalise 28,4 % des suffrages. Sans les voix de la gauche qui ont respecté l'Arc Républicain, il n'aurait été ni député, ni ministre.

Élections européennes de 2024 : médiocres

Année	Parti politique	Résultat en %
2024	LFI (Manon Aubry)	14,38 %
	LR (JF Bellamy)	6,70 %

En Seine et Marne : aux législatives 2024, avec 6 députés, le Nouveau Front Populaire place la gauche en tête dans le département. En 2022, il y avait 2 députés LR, en 2024 Jean-Louis Thieriot devient le seul rescapé.

A l'Assemblée Nationale, en septembre 2024 – sur 577 députés, il ne reste plus que 47 députés LR.

Est-ce que le Ministre pense sérieusement qu'avec de tels résultats, il peut prétendre diriger le pays ?

Il est donc conseillé à celui-ci d'arrêter de sous-estimer l'efficacité et la présence de la France Insoumise sur le territoire du 77.

Au lieu de brocarder en permanence la France Insoumise, qu'il s'occupe d'Eric Ciotti, son ex-Président, celui dont il défendait les idées.

Deux vraies questions se posent :

Combien de temps pense-t-il pouvoir rester Ministre ?

En cas de législatives (anticipées ou pas) pense-t-il conserver son mandat ?

En ayant été Macron-compatible et de plus en plus sensible aux idées du RN, ce ministre et sa famille politique, à l'inverse du Front Républicain, ont créé un front Anti-Populaire.

L'histoire n'est donc pas terminée.

Monde : Les massacres continuent au Moyen-Orient



Depuis déjà trois numéros de La Piqûre, et maintenant un quatrième, nous ne pouvons pas éviter de dire un mot sur les massacres en cours au Moyen-Orient. Nous aurions préféré ne pas avoir à le faire, mais après avoir ravagé la bande de Gaza, le gouvernement de Netanyahu s'acharne désormais sur le Liban et échange des missiles avec l'Iran. La poursuite de ces massacres se fait avec le soutien de toutes les puissances occidentales, en premier lieu celui des États-Unis.

Pour s'opposer à cela, la résistance des peuples est nécessaire, et elle a lieu partout dans le monde. En premier lieu, au sein même des populations Palestinienne et Libanaise qui, malgré les bombardements, organisent la résistance et la solidarité. C'est également le cas au sein de la population Israélienne, où il faut saluer le courage de ceux qui osent manifester contre la guerre, ainsi que celui des dizaines de réservistes refusant de participer à ce massacre. Enfin, la solidarité s'exprime de manière internationale, avec les millions de personnes qui manifestent partout dans le monde pour réclamer l'arrêt de ces massacres. En particulier, l'action des syndicats de dockers, qui s'organisent pour bloquer dans les ports les livraisons d'armes à destination d'Israël, comme en Italie ou en Grèce, est une forme de résistance concrète et efficace.

Local : l'eau, enjeu majeur pour notre territoire



Depuis les élections municipales de 2020, la France Insoumise propose la création d'une Régie Municipale de l'Eau. Nous avons une exigence en matière de qualité et de prix.

Depuis la création de son groupe d'action sur Moret en 2017, La France Insoumise a porté l'idée de la création d'une régie municipale de l'eau.

Depuis plusieurs mois, les gens interviennent sur les réseaux sociaux pour exprimer colère ou mécontentement, lorsque l'eau qui sort du robinet est marron. Ils jugent cette eau « imbuvable », malgré les informations rassurantes prodiguées par Veolia ou les élus.

Rappelons que le monopole privé Véolia a plus de 160 années d'existence, et que son chiffre d'affaires s'élevait à 45 milliards d'euros en 2023.

Ce monopole n'a rien à craindre, ni des gouvernements successifs, ni des partis politiques dont les financements restent souvent discrets.

Vous devez savoir que les canalisations du réseau morétain ont plus de 100 ans et que leur longueur est estimée à 120 km. La réfection des réseaux, le changement

des canalisations, l'approvisionnement des usagers et des entreprises, deviennent un enjeu financier énorme.

Une réunion publique s'est tenue le 24 septembre 2024 à Moret (une cinquantaine de participants) mais beaucoup de questions sont restées sans réponse et nous avons pu apprécier le mutisme des représentants de Veolia.

Les exigences exprimées :

Veolia et Mairie doivent être en capacité de planifier en temps la nature et le lieu de leurs interventions.

Veolia est en possession des numéros de téléphone (fixe ou portable) de leurs usagers. Il est de leur responsabilité que ceux-ci puissent être informés directement sur leur téléphone.

■ Quand l'eau est jugée imbuvable, des bouteilles d'eau doivent être gratuitement mises à disposition des usagers concernés.

■ Les usagers ayant subi des anomalies sur leurs installations, doivent être dédommés par Veolia.

■ A compter du 1^{er} janvier 2026, la gestion de l'eau et de l'assainissement sera assumée par la Communauté de Communes. Pourquoi son président Patrick Septiers n'évoque pas le sujet ?

Pour votre information, entre 2008 et 2023, la part de la population dépendant d'une Régie Municipale Publique de l'Eau est passée de 38 % à 48 % des usagers, du fait d'un prix du m3 significativement moins cher. Pourquoi ne pas choisir une Régie Publique Municipale de l'Eau pour notre communauté de communes, lors de la fin des contrats avec les délégations privées ?

Cela permettrait :

■ La création d'un conseil d'administration, composé de représentants des communes, de représentants d'associations, d'un comité de suivi citoyen, de chercheurs et d'experts.

■ Cette régie a sa propre autonomie financière et une personnalité morale.

■ La collectivité paye en moyenne 1,19€ par m3 à Veolia alors que le coût de fonctionnement pour la régie s'élève au maximum à 0,70€ du mètre cube.

■ La régie n'a aucun dividende à verser, aucun frais de siège et aucun transfert à réaliser vers des filiales comme c'est le cas actuellement.

■ L'argent de l'usager est consacré au réinvestissement dans la préservation de la ressource.

Actualités : Les conséquences de l'austérité

À FRANCE TRAVAIL, ON EXTERNALISE

Le gouvernement persiste et signe dans sa volonté de libéraliser les services publics. Entre 2018 et 2023, Pôle Emploi a fait exploser le recours à la sous-traitance pour ses missions d'accompagnement. De 250 millions d'euros de budget en 2018, celui-ci est passé à 550 millions d'euros en 2022, puis à 650 millions d'euros en 2023. Avec France Travail, une nouvelle externalisation massive est prévue.

Un accompagnement dédié à la reprise rapide d'emploi va être sous-traité à des opérateurs privés. D'une durée de six mois, ce parcours concernerait entre 700 000 et 900 000 demandeurs et demanduses d'emploi chaque année. À 448 euros la facture par usager, le montant total oscille entre 313 et 403 millions d'euros par an. Actuellement expérimenté dans plusieurs agences, ce dispositif a déjà coûté 36 millions d'euros à France Travail. Ces transformations incluent une limitation dans le temps des accompagnements et un durcissement des contrôles sur les demandeurs d'emploi, notamment via une augmentation des radiations. Ces évolutions, associées à l'usage de l'intelligence artificielle pour évaluer les demandeurs, suscitent de vives critiques, avec des craintes de précarisation accrue et de perte de droits pour les demandeurs d'emploi. Les opposants à la réforme y voient une pression pour accepter des emplois précaires et soulignent l'incohérence entre les ambitions de la réforme et les ressources allouées.

QUE DEVIENT LE CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE ?

Initialement, le CEJ offrait un accompagnement intensif et une allocation mensuelle pouvant atteindre 552 euros, sous condition d'accomplir des heures d'activité. Cependant, des consignes récentes imposent une baisse significative du nombre de contrats, avec des critères de sélection plus stricts qui excluent certains jeunes en difficulté. Des missions locales rapportent des efforts de rationnement des contrats, ce qui amène à exclure des jeunes selon des critères comme le fait de vivre chez leurs parents ou de recevoir une allocation.

Les missions locales, qui dépendent financièrement des CEJ, subissent également des réductions budgétaires, ce qui complique leur capacité à accompagner les jeunes. De plus, des directives récentes exigent un quota de bénéficiaires issus de quartiers prioritaires, créant des tensions et des inégalités entre territoires.

La situation soulève des inquiétudes sur l'efficacité future des missions locales et sur la capacité à répondre aux besoins des jeunes en difficulté.

LES FERMETURE DES LITS SE POURSUIVENT

La crise persistante de l'hôpital en France s'illustre par la suppression de près de 4900 lits d'hospitalisation complète en 2023. Cela s'inscrit dans une tendance plus large, avec un total de 43500 lits perdus depuis 2013, représentant une baisse de 10,5% de l'offre d'hospitalisation complète. Au 31 décembre 2023, la France comptait 369423 lits d'hospitalisation complète, tandis que 3489 places d'hospitalisation partielle ont été créées.

Cette diminution des lits s'explique par la volonté des pouvoirs publics de favoriser les soins ambulatoires et par des pénuries de personnel qui limitent le maintien des lits ouverts. Bien que l'ex-ministre de la santé, Aurélien Rousseau, ait promis la réouverture de milliers de lits, cette promesse n'a pas été tenue. La baisse des lits est plus prononcée dans le secteur public, en particulier en psychiatrie.

Les soignants expriment leur mécontentement face à ces fermetures, soulignant qu'elles aggravent la saturation des services et augmentent la pression sur les équipes. Le débat autour du budget de la sécurité sociale pour 2025, qui prévoit une augmentation limitée des dépenses de santé, alimente les tensions, avec plusieurs syndicats prévoyant des grèves pour contester ces décisions budgétaires. Parallèlement, des propositions de loi visent à fixer un nombre minimal de soignants par patient pour améliorer les conditions de travail dans les hôpitaux.

LA POSTE CONTINUE SA CURE D'AUSTÉRITÉ

Les réductions budgétaires annoncées, avec une coupe de 50 millions d'euros sur un budget de 160 millions, menacent de supprimer de nombreux points de contact postal, surtout dans les zones rurales. Cela remet en question le contrat de présence postale territoriale, qui prévoyait un soutien financier pour maintenir 17 000 points de contact sur tout le territoire.

Espérons que cela ne concernera pas le relais postal communal de Saint Mammès, sinon le gérant, qui est le fils du maire de cette commune, risque de se retrouver au chômage.

Société :

Mort de Philippine : la faute aux étrangers et à la justice ?

Le 21 septembre 2024, le corps d'une étudiante a été retrouvé sans vie dans le bois de Boulogne.

Le principal suspect est un marocain de 22 ans déjà condamné pour viol et sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Aux yeux de l'extrême droite, la mort tragique de Philippine est la preuve de la dangerosité des étrangers, en particulier à l'égard des femmes. De même que ses partisans font le lien entre délinquance et immigration, Eric Zemmour, qui en a fait sa marque de fabrique, et le Rassemblement National (RN) font le lien entre violences sexistes et sexuelles, et immigration. Bien entendu, les propos nauséabonds n'ont pas tardé, allant de la droite à l'extrême droite, pointant du doigt la politique migratoire de la France et le prétendu «laxisme» de la justice. Pourtant, l'exécution d'une OQTF réclame l'octroi par la puissance étrangère concernée d'un laissez-passer consulaire, préalable indispensable à l'éloignement d'un étranger. Dans d'autres cas, le processus de notification de l'obligation de quitter le territoire se heurte à des voies de recours, qui peuvent la rendre suspensive. Quant à la remise en liberté du suspect, sa rétention administrative avait déjà été prolongée trois

fois, et une quatrième prolongation aurait nécessité de justifier d'une menace à l'ordre public, selon la loi. «Il n'est fait état d'aucun comportement de l'intéressé qui aurait constitué une menace ou un trouble à l'ordre public», note le juge dans son ordonnance, révélée par le Figaro. «Il n'y avait pas légalement la possibilité de continuer à l'enfermer», souligne Paul Chiron, juriste et membre de l'association de soutien aux étrangers la Cimade, qui rappelle qu'il n'y a «rien d'anormal» à sa libération «à ce moment-là de la rétention».

Cependant, ce meurtre ignoble est-il réellement le fruit de «dangereux étrangers» et du laxisme de la justice ? Philippine est le 77^{ème} féminicide de l'année, d'après Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes.

Au vu de cette statistique, ne conviendrait-il pas de considérer ce meurtre dans une vision globale, à savoir que les violences sexistes et sexuelles, allant jusqu'à l'assassinat, traversent toute la société, tous les milieux et les classes sociales, et structurent les rapports entre les femmes et les hommes depuis des millénaires ?

En effet, la dernière étude, publiée en mars dernier, par le service statistique du ministère de l'intérieur

dénombre, pour 2023, près de 84 000 victimes de violences sexuelles enregistrées par les forces de police, hors du cadre familial. Les mis en cause sont des hommes dans 96% des cas. Parmi eux, 87% sont de nationalité française. Les étrangers représenteraient donc 13% des auteurs, alors qu'ils représentent 8,2% de la population.

De plus, comme le rappelle le syndicat de la magistrature, la prison n'a pas d'effet sur la récidive et la justice manque de moyens pour prévenir celle-ci : sous-dotations des structures médicales, unités de soins et de suivi psychologique en détention, services d'addictologie... à cela s'ajoute la surpopulation carcérale.

En conclusion, la politique du tout-carcéral, sans moyens de prévention, ne permettra pas d'accompagner les personnes violentes et ayant besoin de soutien social.

L'odieux meurtre de Philippine ne doit pas être vu uniquement sous l'angle du racisme, de l'extrémisme et du laxisme de la justice, mais bien comme une urgence à renforcer les moyens de prévention et d'accompagnement des citoyens, ce dernier point étant sacrifié sur l'autel de la rigueur budgétaire.



Énergie : Electricité et gaz moins chers ?

Une fois de plus, le baron local vous enfume

Au mois de septembre 2024, un tract a été massivement distribué dans nos boîtes aux lettres. Il a été signé par Patrick Septiers, Président de la Communauté de Communes MSL, et par Etienne Jallet, Président d'Ecodigo (société belge, spécialisée dans l'organisation d'achats groupés Electricité-Gaz). Une idée géniale trouvée par ce président de la Communauté de Communes Macron compatible. Après avoir, dans les années 2017/2020, voulu vendre notre patrimoine local aux chinois (reportage FR3), voilà maintenant qu'il veut vous faire faire des économies financières en matière d'énergie. Notre président sait tout faire... et donc le voici devenu un politicien influenceur qui, à votre place et sans aucune consultation ou débat citoyen, a trouvé la meilleure plateforme pour vos économies !

En prenant cette orientation, notre médiateur prend fait et cause pour poursuivre la privatisation des fournisseurs historiques depuis 1945, que sont EDF et GDF. Les 750 salariés du pôle de Recherche EDF des Renardières à Ecuelles, s'en souviendront au moment des élections.

Cette privatisation, voulue à partir de 2007 par nos gouvernements successifs et par l'Union Européenne a conduit à l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie.

Depuis, les fournisseurs privés se livrent bataille sur le prix. Ce qui n'est pas dit et que nous devons tous savoir : EDF vend à perte et rachète à un prix supérieur.

Démonstration : en 2022, EDF a été contraint de mettre à disposition 120 Terrawatts-heures (TWh*) d'électricité aux fournisseurs alternatifs, à un prix de 46,2 euros/MWh, qui lui sont revendus à volume équivalent à un prix fixé à 256,98 euros/MWh.

Exemple avec Total en 2022 : EDF vend de l'électricité à 42€ ou 46€ le Mégawatt-heure à cette entreprise privée qui revend cette énergie à 180€ / 200€ / 300€ / 400€ aux usagers (particuliers / entreprises).

EDF a vu la demande en électricité s'accroître, et en retour, ne disposant plus de fournitures suffisantes, elle rachète donc ce qu'elle a produit à un coût supérieur à ce qu'elle a vendu. C'est environ 8 milliards que Total a reçu d'EDF au travers de cette manipulation.

Cette situation a été souvent dénoncée par les Fédérations Syndicales de l'entreprise, mais les grosses entreprises privées se « gavent » toujours autant.

C'est la raison pour laquelle salariés et usagers (entreprises/particuliers) ont tout intérêt à revendiquer un pôle public national de l'énergie sous contrôle de l'Etat.

Mais les usagers ne sont pas bêtes, Patrick!

En attendant que nous soit indiqué le nombre d'usagers de la Communauté de Communes qui ont souhaité bénéficier des tarifs de la plateforme, nous rappelons que 34,3 millions de clients ont conservé leur contrat d'abonnement à EDF et 6,6 millions ont conservé leur contrat d'abonnement à GDF devenu ENGIE en 2015.

Après avoir perdu la Mairie, la présidence du Conseil Départemental, le mandat d'élu départemental, notre Baron devrait faire attention aux décisions qu'il prend s'il veut réserver une part BEL à ses proches pour les élections de 2026.

En attendant, si la communauté de communes veut faire réellement des économies budgétaires, elle devrait faire en sorte que les bassins extérieurs de la piscine de Moret ne soient pas chauffés tout l'hiver alors que la fréquentation reste très faible au quotidien.

*1 TWh : est une unité de mesure représentant l'énergie fournie en 1 heure pour une puissance de 1000 milliards de Watt.

Éducation : Du rififi à la cantine du collège de Moret-Loing-et-Orvanne

Les parents d'élèves du collège Alfred Sisley regroupés au sein de la FCPE ont lancé une pétition pour exiger «une meilleure qualité et quantité de nourriture dans la cantine du collège». La FCPE de Moret rejoint ainsi d'autres associations de parents d'élèves du département comme à Fontenay-Trésigny ou Bray-sur-Seine. Que se passe-t-il dans les cuisines de nos collèges?

Les collèges et leurs cuisines relèvent de la compétence des départements, et comme toutes les collectivités locales, le département de Seine-et-Marne cherche à optimiser ses coûts, et pour cela, un maître mot : la mutualisation. Autrement dit, en lieu et place de multiples sources d'approvisionnements en produits frais pour chacun des 132 collèges et 55 lycées du département, une seule plate-forme logistique dénommée Approv'Halles, déployée aux côtés de la Région Île-de-France et située à Provins.

Sur son fil Facebook, l'ex-député Jean-Louis Thieriot (devenu ministre et soudainement Macron compatible durant l'été) se félicitait en juillet 2024 de voir aboutir un «projet initié par son prédécesseur» et qui serait «un + pour l'environnement, un + pour nos agriculteurs, un + pour la pédagogie (...)

Seulement voilà, après deux mois de fonctionnement, les élèves et leurs parents dénoncent de nombreux dysfonctionnements. La FCPE de Moret dénonce ainsi des quantités insuffisantes et une qualité souvent médiocre des repas. La promesse environnementale est aussi pointée du doigt puisque chaque jour les denrées arrivent de Provins par camion (53 km) alors qu'un réseau de producteurs et d'agriculteurs locaux existe autour de MLO (lire la Piqûre de Rappel n°8). Enfin, les

parents dénoncent un manque de lisibilité du système de facturation. La pétition lancée par les parents d'élèves peut-être signée en ligne (QR code ci-dessous).

Au-delà de la question de la cantine, c'est la question plus générale des fusions/mutualisations qui est posée. Confrontées à des baisses de dotations sans précédent, et face à un budget d'austérité décidé par l'illégitime gouvernement Barnier, les collectivités territoriales sont souvent tentées de fusionner leurs écoles, leurs équipements publics pour réduire les coûts. La fusion des services municipaux à MLO est un exemple frappant : les citoyens doivent se déplacer d'une mairie à l'autre pour effectuer différentes démarches (urbanisme à Veneux, inscriptions scolaires à Ecuelles, etc.). De même, la future fusion des écoles maternelle et élémentaire en un seul site peut sembler de prime abord une réponse à un vrai problème - la baisse des moyens budgétaires de la commune. Mais du point de vue des élèves, du point de vue des équipes enseignantes, les bénéfices sont difficiles à percevoir : les fusions d'écoles sont souvent des prétextes à la baisse du nombre de postes de direction, à des structures de classes difficiles et imposées (du type grande section/CP), à des calculs du nombre d'élèves moyens permettant plus facilement encore les fermetures de classe, etc...

La question est posée : une collectivité locale doit-elle s'adapter à l'austérité budgétaire? Faut-il se résigner à voir nos services publics se dégrader à cause des choix budgétaires de nos dirigeants ?



Écologie : Stop au projet de mise au grand gabarit de La Seine

Un arpentage festif et militant a réuni une soixantaine de personnes à Bray-sur-Seine le 29 septembre dernier. Avec pour décor La Seine qui filait entre les berges verdoyantes et un ciel nuageux, nous avons cheminé entre déclamations de poèmes, textes philosophiques et explications naturalistes.

Nous sommes le collectif «Bassée Vivante», un regroupement de particuliers et d'associations déterminés à dénoncer le projet de mise à grand gabarit de La Seine. La Bassée s'étend entre les méandres de La Seine et deux nappes phréatiques affluentes, constituant la plus grande zone

humide d'Île-de-France, située au sud-est de Paris, entre Montereau, Provins et Sens. Elle est magnifique, mais pas seulement : elle est aussi indispensable.

Quel est donc le projet en cours ? Voies Navigables de France (VNF), l'opérateur public des fleuves et rivières navigables, prévoit un gigantesque chantier pour faire passer des péniches de 2 500 tonnes. Pour cela, VNF veut supprimer les méandres, creuser, élargir et rectifier le cours de la Seine sur plus de 30 km. Ce méga-chantier bénéficierait principalement aux entreprises privées, et notamment au géant de l'agroalimentaire Soufflet, qui

pourrait ainsi exporter plus rapidement maïs et céréales à l'international.

Les impacts seraient colossaux et impossibles à « compenser ». Cette centaine d'hectares de zones humides constitue un formidable puits de carbone, abrite des centaines d'espèces animales, végétales et aquatiques, dont certaines sont protégées. Elle joue un rôle de tampon en réduisant le risque de crues à Paris et en Seine-et-Marne, garantit la qualité des eaux souterraines et fait vivre des entreprises familiales aux petites péniches, qui disparaîtraient face à la concurrence. Bien entendu, des alternatives plus

simples et joyeuses existent : elles sont plus écologiques, moins risquées et moins coûteuses. Par exemple, la ligne ferroviaire, déjà en place. Voilà pourquoi nous avons sorti guitares, chansons et masques colorés cet après-midi-là. Nos cerfs-volants koinobori ont même salué les policiers présents - curieux, passionnés, et toujours fidèles au poste. Peut-être savent-ils que, selon une ancienne légende chinoise, les koinobori, les carpes volantes, qui parviennent à remonter le courant, se transforment en dragon.

Le collectif Bassée Vivante
contact : bassée.vivante@proton.me